IdeAs
Idées d'Amérique

10 | 2017
États-Unis / Cuba : une nouvelle donne ?

L'État dans tous ses états

Mila Ivanovic

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ideas/2212>

DOI : 10.4000/ideas.2212

ISSN : 1950-5701

Éditeur

Institut des Amériques

Référence électronique

Mila Ivanovic, « L'État dans tous ses états », *IdeAs* [En ligne], 10 | 2017, mis en ligne le 19 décembre 2017, consulté le 20 octobre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ideas/2212> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ideas.2212>

Ce document a été généré automatiquement le 20 octobre 2022.

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

L'État dans tous ses états

Mila Ivanovic

« Après chaque révolution, qui marque un
progrès de la lutte des classes,
le caractère purement répressif du pouvoir d'État
apparaît de façon de plus en plus ouverte ».
Marx, La guerre civile en France.

- 1 La vague de protestation qui aura duré près de quatre mois entre avril et août 2017 a marqué les esprits du fait de sa longévité et des victimes qu'elle a laissées sur son passage. Selon une analyse rigoureuse de la violence qui s'est propagée dans tout le pays durant cette période, faisant sur son passage 120 victimes, entre 300 et 400 personnes ont été jugées par des tribunaux militaires, 25% des victimes mortelles ont été le fait des forces de l'ordre (dont 60% sont actuellement en liberté), 15% ont été renversées par des véhicules lors de barrages improvisés par les manifestants et 7% du total des victimes sont membres des forces de l'ordre (Avila K., 2017). Ces considérations chiffrées donnent une photographie fidèle d'un malaise grandissant, en termes de maintien de l'ordre, d'administration de la justice et de violence pandémique. A cela s'ajoute un élément aussi préoccupant que l'impunité policière et la défection institutionnelle. En 2015, selon la même étude, 227 membres des corps policiers sont suspectés d'extorsion et d'enlèvement. En 2016, le nombre s'élève à 700 pour tout type de délits. Cette même année, 20% des homicides ont été provoqués par les forces de l'ordre.
- 2 Loin d'une explication en termes mono-factoriels, il est important de pointer du doigt l'embourbement étatique en matière de politiques sociales et de sécurité, tout autant que l'explosion de violence (interpersonnelle, politique, policière) qui s'est exprimée et pourrait mener à la conclusion d'une « dissolution du tissu social » au Venezuela. Notre contribution voudrait apporter quelques éléments de compréhension à une question sensible, mais très peu traitée dans les recherches sur le Venezuela: qu'en est-il du bilan sur les transformations de l'Etat après presque deux décennies de gouvernement révolutionnaire ? Pour initier cette réflexion, il faut déjà rappeler que la convocation

d'une nouvelle Constituante par le président Maduro est fondée, justement, sur le prétexte d'une transformation de l'Etat et d'un retour à la paix.

Re-corporatisation de l'Etat et Thermidor

- 3 Je souhaiterais m'attarder un instant sur un thème particulièrement épineux, dont on parle très souvent sans réellement en comprendre les enjeux : l'« union civico-militaire » proclamée par la Révolution bolivarienne qui va du Plan Bolivar 2000 (2000) jusqu'à la militarisation¹ et la corporatisation marchande de l'Etat. Notre hypothèse ici est que nous sommes en présence d'une re-corporatisation de l'Etat, sur fond de patrimonialisation, qui peut se présenter comme les prolégomènes d'une « situation thermidorienne ».
- 4 Pour évoluer au sein de ce cadre d'analyse et d'interprétation de la réalité vénézuélienne actuelle, il nous est très utile de revenir un instant sur un texte de Bayart (2008) qui met en exergue ce concept à partir de deux cas contemporains (Cambodge, Iran). Il en appelle à cette notion au regard des « stratégies de maintien au pouvoir et dynamiques sociales autonomes » qui sont mises en place à la suite d'un épisode révolutionnaire. Plus concrètement, il la définit comme « une pluralité de trajectoires relativement homogènes, en tant que combinatoires d'un événement révolutionnaire, d'un processus d'institutionnalisation et de professionnalisation de celui-ci, et d'une dynamique d'intégration à l'économie-monde capitaliste ». Au Venezuela, cela se traduit par un tour de vis politique (conflit accentué au sein de la force politique chaviste et avec l'opposition), la libéralisation des formes d'incorporation dans l'économie-monde (notamment avec la création des « zones économiques spéciales »² et la constitution d'entreprises militaires liées à l'extraction minière et pétrolière, et au commerce) et la stratification du mode de gouvernement et de ses membres (carence démocratique concernant la tenue des élections, opacité des décisions et des mesures judiciaires contre la corruption, impasse politique dans les relations entre le gouvernement et l'opposition, faiblesse juridique et politique de la proposition néo-constitutionnelle).
- 5 Selon Baczko, cité par Bayart, le Thermidor de la Révolution française s'est soldé par l'avènement d'un « nouveau type social, celui du révolutionnaire dont la carrière se prolonge, au-delà des vicissitudes des régimes, par le service de l'Etat et la fonctionnarisation ». En poursuivant, « c'est un moment désenchanté pour les idéaux et les symboles révolutionnaires, celui où la Révolution doit assumer le poids de son passé, avouer qu'elle ne tiendra pas toutes les promesses initiales » (Bayart J.F., 2008). Cette phrase nous renvoie directement au moment politique que traverse le Venezuela depuis des mois. Le désenchantement est tel, tant dans les urnes suite aux élections législatives de 2015 que dans l'aggravement du conflit entre le gouvernement et l'opposition et son exacerbation dans la rue, que les défections sont de plus en plus courantes. Cette crispation des relations politiques et de la politicalité n'est pas étrangère au Venezuela, qui est passé par plusieurs phases très conflictuelles depuis 1999 (2002-2003, 2004, 2014, 2017).
- 6 Pour Furet, revenant à la Révolution française, comme l'indique Bayart, Thermidor renverrait à « la victoire de la légitimité représentative sur la légitimité révolutionnaire, le contrôle, par le pouvoir, de l'idéologie révolutionnaire du pouvoir, et comme le dit Marx, la revanche de la société réelle sur *l'illusion de la politique* ».

Désenchantement donc, et représentation sans utopie. L'acceptation et les justifications de la part du gouvernement suite à la levée de boucliers d'organisations sociales concernant l'Arc minier de l'Orénoque³, n'ont fait que renforcer l'idée qu'un grand nombre de points qui soutenaient l'utopie bolivarienne (entre autres, la fin de la dépendance à la rente pétrolière, la préservation et l'auto-détermination des populations indigènes, la souveraineté sur les ressources naturelles) ont été remis aux calendes grecques.

- 7 Cependant, à contre-courant de certaines situations thermidoriennes dans lesquelles se réalisent une « libéralisation » et une « modération », au Venezuela opèrent encore une logorrhée révolutionnaire et des mesures qui semblent dans certains cas aller à l'encontre de l'hégémonie capitaliste, et donc réaffirment l'esprit et la nature du régime révolutionnaire.

L'Etat vu par ses acteurs

- 8 Au cœur de cet écheveau d'actions conflictuelles, de stagnation et d'inertie politiques, l'Etat joue un rôle de premier plan, et n'a pourtant pas fait naître beaucoup d'intérêt parmi les chercheurs qui travaillent sur le Venezuela révolutionnaire. Nous aimerions ici rendre compte, à travers une recherche en cours, des aléas et des justifications qui occupent les acteurs étatiques de l'Exécutif autour des objectifs révolutionnaires (économie non-capitaliste, pouvoir populaire et Etat communal) dans leur pratique et leur expérience du monde de la décision politique en temps de Révolution.
- 9 Lorsque l'on parle de l'Etat au Venezuela, il est difficile de ne pas se référer à un ouvrage pionnier dans ce domaine, *L'Etat magique* de Coronil. Celui-ci examine la formation de l'Etat et son fonctionnement durant les années de « paix démocratique » (1958-1989), ou de « démocratie pactée », à partir d'une lecture culturelle de celui-ci qui amène l'auteur à considérer la thèse d'un Etat « capturé par l'argent », dans une tension entre « l'abondance monétaire (...) et sa faiblesse structurelle » qui mène à « gonfler les objectifs politiques » (Coronil F., 2002 : 108, 316). L'Etat est « magique » dans la mesure où il recrée la société dans une perpétuelle fuite en avant des richesses sur lesquelles il s'est constitué.
- 10 Durant la période révolutionnaire, l'Etat veut s'acquitter de la « dette sociale » qu'a laissée derrière elle la « longue nuit néolibérale ». Les politiques sociales sont posées en priorité, notamment avec les Missions en matière de santé, d'éducation et de formation. A partir de 2006, et conjointement à la proclamation du « socialisme du 21^{ème} siècle », commence à s'étayer l'idée d'une transformation de l'Etat, d'abord anti-capitaliste, puis « communal ». Il est construit comme une caisse de résonance des problèmes de la société et des pauvres, en même temps qu'il se pose comme un outil de démocratisation. Cependant, du fait d'une situation économique sévère d'hyperinflation à partir de 2012, l'Etat se convertit en une instance omnipotente, qui octroie, par exemple, des hausses de salaires aux travailleurs, sans que celles-ci soient le fruit d'une quelconque négociation. Comme l'indiquait il y a peu Edgardo Lander (2017) dans un article, il s'agit plus de politiques redistributives que de changement des relations de production. Cette situation (médiation parti-gouvernement plus qu'organisations sociopolitiques-gouvernement) rappelle l'idée de « décorporatisation » présente dans le discours étatique de la Révolution Citoyenne en Equateur⁴. Je souhaiterais introduire l'hypothèse que dans le cas vénézuélien, il s'agit

plutôt d'une re-corporatisation de l'Etat, qui a débuté avec l'ascension formulée des secteurs populaires (à travers l'idée de pouvoir populaire et les outils dérivés comme les conseils communaux et les Communes) et a débouché sur la recomposition des forces corporatistes au sein de l'Etat (militaires, bourgeoisie parasitaire ou *compradora*, réseau de corruption institutionnelle). Dans ce contexte, les premiers cas de dissidence bureaucratique ont fait leur apparition il y a peu, notamment avec la destitution en août dernier de l'ex-Procureure de la République, Luisa Ortega, qui a entériné un schisme au sein de l'appareil d'Etat en appelant la société à la désobéissance face à la répression et à la rupture constitutionnelle⁵.

- 11 En attendant, ce qui avait fait la force et l'élan de la Révolution – la constitution d'un acteur populaire politisé et aspirant à jouer un rôle clé dans la prise de décision – est de plus en plus étouffé par un fonctionnement endogamique du système politique et l'étranglement économique via la constitution de poches opaques de pouvoir et de corruption.
- 12 Donc, plutôt que de parler de « dictature », de « dérive autoritaire », d' « autoritarisme compétitif » ou de « régime de Maduro », nous préférons examiner dans quelle mesure nous pourrions être en face d'une débâcle révolutionnaire, autrement dit d'une « révolution après la Révolution », ce que condense finement la notion de « situation thermidorienne ».
- 13 En termes économiques, cette « situation » ouvre peut-être la voie à un « capitalisme illibéral » (Rachman G., 2008) ou à un « néolibéralisme mutant » (Terán E., 2014) qui montre les dents à l'ordre économique mondial, mais s'acquitte d'une bien mince éthique révolutionnaire au moment de proposer des alternatives comme l'illustre le cas des OLP⁶, du système de change et de l'extractivisme à-tout-va assortis de mesures passablement ancrées dans le répertoire d'action (néo)libéral.
- 14 Pour un certain nombre d'interviewés, le « déclin » de la Révolution, en termes politiques et éthiques, s'initie à partir de 2006-2007, moment de la re-corporatisation de l'Etat et de l'augmentation de l'influence de certains groupes de pouvoir (militaires, entrepreneurs, Cubains). Il est aussi très souvent question du manque de « leadership collectif », qui a mené à déléguer un grand nombre de tâches à Chavez et à assumer une dépendance des pouvoirs publics à l'égard du présidentielisme charismatique. De ce fait, il n'est pas étonnant de constater chez les interviewés une tendance à la psychologisation lorsqu'il est question du fonctionnement de l'Etat. Pour d'autres, il s'agit des scories du passé « bourgeois » qui n'ont pas pu être dépassées par le nouveau système. Un temps, les missions ont joué un rôle de « dé-bureaucratization » afin justement de contourner les obstacles d'une administration fonctionnant sur un modèle éculé. Ainsi, dans les premières années, les « ministères sont de véritables assemblées », selon l'expression d'un vice-ministre de Planification. D'autres, comme cet ex-vice-ministre des Affaires étrangères, se plaignent de l'épuisement que représente cet « exercice de construction de la politique » au sein de l'Etat dans un contexte de rupture. Néanmoins, la carence dans l'exécution, avance-t-il, renvoie à « la surévaluation de l'initiative (acte fondateur, convocation) et la sous-évaluation de l'exécution (suivi, gestion) ». Dans la lignée de l'hyper-présidentialisme, certains déplorent le « verticalisme » existant autour des ministres, du fait d'un « manque de ressources et du besoin de passer par des crédits additionnels qui sont approuvés par les ministres » qui ralentit en fin de compte la prise de décision. Face à la corruption, les témoignages sont concordants quant à l'inertie qui s'est imposée du fait d'une

gestion extrêmement personnaliste, autrement dit liée à la personnalité de Chavez et à ses anneaux de loyauté (l'Académie militaire, sa famille, ses amis d'enfance et de militantisme). L'anecdote d'une ancienne ministre de l'Economie populaire autour de la découverte d'un réseau de corruption dans une entreprise publique nous rappelle que bien que Chavez ait été mis au courant, la plainte n'a jamais abouti.

Conclusions provisoires

- 15 Est-on, pour autant, face à l'émergence d'une classe d'apparatchik dans le plus pur style stalinien ? Si l'on en croit la rotation dans les postes de l'Exécutif, il semblerait que oui. Celui-ci est marqué par un faible renouvellement mais d'une grande instabilité. Elle s'accroît aussi avec l'arrivée de Maduro au pouvoir en 2013⁷.
- 16 Néanmoins, parler de dictature serait excessif et ce, dans la mesure où il existe encore des poches de démocratisation « populaire », des élections (bien que reprogrammées), des pouvoirs en tension qui accusent l'idée d'un Etat en dispute.

BIBLIOGRAPHIE

- Aponte Blank, Carlos, « Institucionalidad estatal y política social en Venezuela: 1999-2012 », in *Gaceta Laboral*, vol. 22, n°1, janvier-avril 2016, p. 9-26.
- Ávila, Keymer, « Tiene que haber justicia. Tiene que determinarse la responsabilidad en todas estas muertes », <https://www.aporrea.org/ddhh/n312836.html>, 10/08/2017, page consultée le 2 septembre 2017.
- Bayart, Jean-François, « Le concept de situation thermidorienne: régimes néo-révolutionnaires et libéralisation économique », in *Questions de recherche*, n°24, CERI Sciences Po, Paris, 2008.
- Centeno, Miguel Ángel, *Sangre y Deuda. Ciudades, Estado y construcción de nación en América Latina*, Bogotá, Universidad Nacional de Colombia, 2014.
- Coronil, Fernando, *El Estado mágico: naturaleza, dinero y modernidad en Venezuela*, Caracas, Nueva Sociedad, 2002.
- Global Fire Power, « 2017 Venezuela Military Strength. Current military capabilities and available firepower for the nation of Venezuela », https://www.globalfirepower.com/country-military-strength-detail.asp?country_id=Venezuela, page consultée le 2 septembre 2017.
- Lander, Edgardo, « Venezuela: la experiencia bolivariana en la lucha por trascender al capitalismo », www.aporrea.org/ideologia/a251495.html, page consultée le 2 septembre 2017.
- Rachman, Gideon, « Illiberal capitalism. Russia and China chart their own course », in *Financial Times*, 9 janvier 2008, p. 11.
- Sanjinés, Diana, « Gobierno se radicaliza para mantener el poder y profundizar la represión », in *El Nacional*, 6 janvier 2017, http://www.el-nacional.com/noticias/gobierno/gobierno-radicaliza-para-mantener-poder-profundizar-represion_73978, page consultée le 18 septembre 2017.

Terán, Emiliano, *La crisis del capitalismo rentístico y el neoliberalismo mutante (1983-2013)*, Caracas, Fundación Celarg, 2014.

NOTES

1. Entre 1996 et 2017, les membres actifs des armées sont passés de 35000 à 115000, le nombre de tanks a presque triplé, celui des hélicoptères presque quintuplé (Centeno M.A., 2014 : 49, Global Fire Power, 2017).
 2. Basées sur le modèle chinois de flexibilisation territoriale.
 3. Zones représentant 12% du territoire vénézuélien d'importants gisements miniers, et objet d'accords d'exploitation entre le gouvernement et des entreprises étrangères.
 4. Ce terme englobe l'idée que l'Etat doit neutraliser toute force politique possédant des intérêts particuliers et constituer une instance « neutre » de gestion efficace.
 5. Avant elle, des scissions moins cinglantes ont eu lieu avec le retrait silencieux de personnalités politiques comme Jorge Giordani ou Temir Porras.
 6. Les opérations de libération du peuple sont des « descentes » policières et militaires très musclées dans les quartiers populaires pour attaquer au plus près la délinquance.
 7. « En moins de quatre ans, [Maduro] a eu 99 ministres, 65% du total qu'a eu Chavez en 15 ans » (*El Nacional*, 2017). De la même manière, entre 1999 et 2008, un ministre en moyenne occupait son poste durant 16 mois (Aponte C., 2016 :18).
-

AUTEUR

MILA IVANOVIC

Mila Ivanovic est docteure en sciences politiques à l'Université Paris-8, chercheuse associée au Labtop-Paris 8 et Flacso-Ecuador.